

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture - BP 60002
08011 CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Charleville-Mézières, le 03/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 27/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

ARDOISIÈRES DE RIMOgne ET DE ST-LOUIS/MEUSE
Lieu-dit La Fosse aux Bois
08150 Harcy

Références : S1-OIL/JoL-N° 23/068
Code AIOT : 0005702551

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2023 dans l'établissement ARDOISIÈRES DE RIMOgne ET DE ST-LOUIS/ME implanté BLANC MARAIS 08150 HARCy. L'inspection a été annoncée le 24/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARDOISIÈRES DE RIMOgne ET DE ST-LOUIS/MEUSE
- BLANC MARAIS 08150 HARCy
- Code AIOT : 0005702551
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ardoisières de Rimogne et de Saint-Louis-sur-Meuse exploite une carrière de schistes ardoisiers à Harcy (08150). Les installations de cette carrière sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2009/4847 du 3 décembre 2009. Les matériaux extraits de la carrière alimentent directement par camions l'usine de broyage/concassage, située à environ 1 km du gisement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- respect des échéances,
- suivi des rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne

se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Echéance 2023 - Suivi des échéances d'une mise en demeure préfectorale	AP de Mise en Demeure du 18/01/2021, article 2	/	Sans objet
2	Echéance 2023 - Suivi des échéances d'une mise en demeure préfectorale	AP de Mise en Demeure du 18/01/2021, article 3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les articles 2 & 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 janvier 2021 sont respectés, cette mise en demeure cesse donc de produire effet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Echéance 2023 - Suivi des échéances d'une mise en demeure préfectorale

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/01/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Traitement des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-385 du 4 juillet 2019 susvisé. À ce titre, l'exploitant doit mettre en place le système de traitement à la chaux (selon la méthode retenue) pour le rejet des eaux pluviales de sa carrière.
Constats : L'exploitant a mis en place son système de traitement au lait de chaux. Les eaux d'exhaure sont pompées en fond de fouille, traitées à base de lait de chaux, stockées dans un bassin de décantation. Une canalisation verticale permet ensuite aux eaux filtrées de s'écouler via une forêt puis rejoindre le milieu récepteur : Le ruisseau de « La Richolle » à environ 230 m du site. Le ruisseau La Richolle est un affluent du ruisseau La Rimogneuse, lui-même affluent de la rivière La Sormonne. Les prescriptions de l'article 2 susvisé sont respectées, celui-ci cesse donc de produire effet.
Observations : L'eau d'exhaure en fond de fouille présentait un pH acide, lié à la géologie du site (acidification naturelle des eaux d'exhaure par un encaissant contenant des sulfures).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Echéance 2023 - Suivi des échéances d'une mise en demeure préfectorale

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 18/01/2021, article 3
Thème(s) : Autre, suivi des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans un délai de six mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-385 du 4 juillet 2019 susvisé. À ce titre, l'exploitant doit transmettre un rapport avec tous les éléments de suivi des rejets accompagné des analyses ainsi que des résultats commentés et interprétés.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection de l'environnement un rapport avec tous les éléments de suivi des rejets accompagné des analyses ainsi que des résultats commentés et interprétés (rapport SOCOTEC du 03/01/22, affaire n° : 2020-1151 version : 1). Le protocole de surveillance se fait de deux façons : <ul style="list-style-type: none">- un contrôle hebdomadaire effectué par l'exploitant lui même,- un contrôle trimestriel effectué par un bureau d'étude. En plus du rapport précité, l'exploitant a transmis un tableur sur lequel sont reportés les contrôles hebdomadaires. Ces contrôles font apparaître l'acidité de l'eau mesurée. Le système de traitement au lait de chaux a été mis en place courant mars 2021. Les premières valeurs conformes aux VLE du pH apparaissent mi décembre 2021. Depuis, les VLE de pH sont globalement respectées. Toutefois, la maîtrise du procédé n'est pas totale et l'exploitant envisage une amélioration de son système de traitement au premier trimestre 2023. Les prescriptions de l'article 3 susvisé sont respectées, celui-ci cesse donc de produire effet.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet